

DÉTERMINATION DU PRIX MINIMUM GARANTI : une démarche scientifique pour un consensus

La rémunération des producteurs certifiés doit leur permettre de couvrir leurs coûts de production et de s'assurer des conditions de vie décentes. Mais pour déterminer ce seuil, un patient travail d'étude et de concertation est nécessaire.

Le prix minimum garanti est une condition nécessaire, quoique insuffisante, au commerce équitable. Pour les producteurs, il est l'assurance de voir leur travail payé à une juste valeur, quels que soient les états d'âmes des bourses aux matières premières à l'autre bout du monde. Ils bénéficient de leurs hausses, mais quand la spéculation les fait baisser, ils savent que l'effort physique, financier et humain qu'ils ont engagé en semant ne sera pas réduit à néant au moment de la récolte.

COÛTS DE PRODUCTION

Toute la question consiste à savoir où se situe exactement ce prix juste pour une matière dans une région donnée. Le prix doit avant tout couvrir

les coûts de production et de vie décente des producteurs. « *Couvrir les coûts de production, c'est valoriser d'une part les coûts financiers directs comme les semences ou les outils, et d'autre part le temps de travail*, constate Karine Laroche, ingénieur agronome à Max Havelaar France. *C'est loin d'être une réalité pour de nombreux producteurs à travers le monde* ». Selon FLO, cette rémunération, ramenée au temps passé, doit à tout le moins permettre à une famille moyenne d'avoir accès à la nourriture, la santé et à l'éducation.

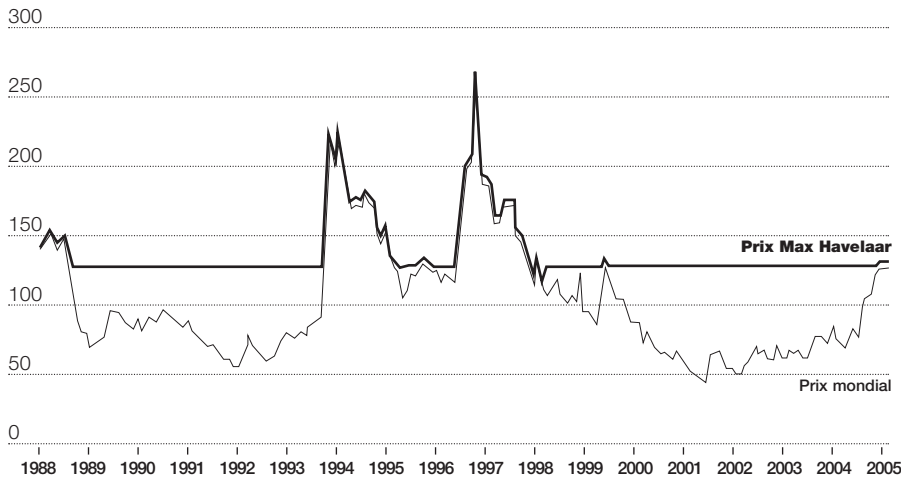
Si on prend l'exemple du beurre de karité, il a été estimé que 800 FCFA par jour et par actif étaient nécessai-

res à une famille pour vivre décemment. Or, en une journée, les productrices peuvent traiter un kilo de karité. On rapproche donc ces deux données. D'autres éléments sont ensuite pris en compte en fonction des rendements, de la taille des fermes, des cycles de production...

« On ne fait rien sans un consensus général »

L'AVIS DES PRODUCTEURS

Afin de déterminer et réviser un prix minimum, les chargés de mission de FLO partent avec des agronomes locaux à la rencontre de producteurs représentatifs, et leur posent d'abord simplement la question : « *Pour vous, une rémunération minimale correcte, c'est quoi ?* ». « *Généralement, quand*



◀ Comparaison du cours du café arabica et du prix garanti 1988-2005 (Bourse de New York)

on croise ensuite les données, l'estimation que donnent les producteurs est très exacte », constate Karine Laroche. Cependant, la question est reposée indirectement, individuellement et en groupe, aux paysans comme aux techniciens des coopératives.

On s'attache ensuite à comprendre les composantes du prix : coût des intrants, rendements, main-d'œuvre pour la récolte... « Ces paramètres dépendent fortement des réalités locales. Cela nécessite que nous travaillions aussi avec des spécialistes locaux qui connaissent bien le terrain. »

Le matériau garde à ce stade une grande part de subjectivité. Cette méthode est inductive, car basée sur des entretiens et constatations de terrain. « Pourtant, elle reste une démarche scientifique, affirme Karine Laroche. Nous tirons des conclusions à partir de faits afin de modéliser une réalité. »

GÉNÉRALISATION CRUCIALE

Ainsi, le problème de la généralisation est crucial. Comment déterminer un prix qui s'appliquera à des producteurs dans des régions différentes, produisant sous des climats et terrains différents ? C'est là, selon Karine Laroche, toute la difficulté de faire des arbitrages : « Si on veut faire l'exercice dans le détail, il faudrait dix mille prix différents, ce qui serait inutilisable, et pas forcément plus pertinent. » De plus, le résultat ne doit pas

être exagérément supérieur au marché, afin de ne pas créer des îlots de prospérité artificiels et de compromettre l'un des besoins fondamentaux des producteurs : les débouchés. « Nous évaluons les risques avec les producteurs : si le prix est trop élevé, les importateurs risquent de diminuer leurs volumes. Cela dit, nous ne perdons jamais de vue l'objectif essentiel de couvrir les coûts de production et de vie décente. »

CONSENSUS INDISPENSABLE

C'est donc une phase de compromis et de confrontation qui commence : on compare les estimations de terrain entre elles, on les met en parallèle avec des données scientifiques externes et on analyse les résul-

tats. Cette analyse débouche sur un ou plusieurs scénarios de prix qui sont présentés à toutes les organisations de producteurs certifiées. Les autres acteurs de la filière sont aussi consultés : exportateurs, importateurs, détenteurs de licence, ONG, universitaires... « Tout le monde est consulté, souligne Karine Laroche. On ne fait rien sans un consensus entre toutes les coopératives et tous les acheteurs. » D'une synthèse de toutes leurs remarques sera tirée une proposition unique, laquelle sera présentée à l'unité des standards de FLO pour approbation. Au final, c'est selon les cas un prix – comme pour le café – ou plusieurs selon les régions – comme pour la banane – qui seront déterminés. ■

▼ Détermination du prix minimum garanti du riz dans l'Etat du Haryana en Inde.

